

> INVESTISSEMENTS DANS LA « PETITE » AGRICULTURE FAMILIALE

Vers un New Deal

Pierre-Marie BOSC

Alors que les investissements dans l'agriculture diminuent depuis les années 1980, des politiques publiques sont nécessaires pour que les « petits » agriculteurs familiaux puissent investir dans leurs exploitations. Objectif prioritaire : créer un environnement favorable et sécurisé qui leur permette de dégager les ressources nécessaires, financières et aussi en temps. Relevant de plusieurs secteurs, ces politiques doivent être intégrées.

C'est à cette condition que les petits agriculteurs familiaux pourront contribuer, à la hauteur de leurs potentialités, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à la création d'emplois, à la réduction de la pauvreté et des inégalités et au développement territorial.

En 2014, l'année internationale de l'agriculture familiale a donné lieu à de nombreuses manifestations, qui ont attiré l'attention sur cette forme d'organisation de l'agriculture, qui compte 88 % des exploitations du monde selon la FAO, très loin devant les firmes et les entreprises.

Au sein de cette catégorie, les petites exploitations (*smallholders* dans le langage anglo-saxon) familiales de moins de 2 hectares représentent près de 85 % du nombre des exploitations ; elles comptent pour environ 40 % des actifs mondiaux. De ce fait et en raison de la connaissance des milieux, parfois très difficiles, qu'elles mettent en valeur, elles ont un fort potentiel en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle, de création d'emplois, de réduction de la pauvreté et des inégalités, et de développement territorial. Sous réserve de bénéficier d'investissements, qu'ils soient publics, privés ou collectifs, et d'être soutenues par des politiques publiques.

Or, depuis la mise en œuvre des politiques d'ajustement structurel dans les années 1980, les investissements publics dans et pour l'agriculture ont

considérablement diminué : disparition des banques agricoles et des services de vulgarisation ; réduction de la recherche agricole ; dégradation des infrastructures de transport. Et les autres acteurs, notamment privés, n'ont pas pris le relais.

Pour relancer les investissements, des politiques publiques coordonnées sont nécessaires, comme l'a mis en évidence le rapport « Investing in smallholder agriculture for food security », produit par le panel d'experts de haut niveau du Comité de la sécurité alimentaire mondiale en 2013 (lire encadré p. 4).

Le rapport souligne le paradoxe suivant : les petits agriculteurs sont les premiers à investir dans leur exploitation, individuellement ou collectivement *via* des organisations, mais ils sont les plus défavorisés en termes d'accès aux dispositifs publics favorisant l'investissement. Le défi est donc d'identifier les politiques permettant de libérer leur capacité d'initiative, capacité qui dépend de l'environnement économique et institutionnel. Comment faire ? L'entrée par le caractère familial ouvre des pistes de réflexion et d'action.

Améliorer les conditions d'existence

> L'investissement public favorise l'investissement individuel et collectif.

Les agriculteurs familiaux effectuent l'essentiel de leurs investissements *via* leur travail, leurs investissements monétaires étant limités et aléatoires en raison du manque de ressources et de la priorité accordée aux besoins de la famille. Utilisant, exclusivement ou essentiellement, la force de travail de la famille, leurs principaux capitaux sont le capital humain et le capital social. Le capital humain, le travail – en quantité (taille de la famille, âge, sexe) et aussi en qualité (santé, niveau de formation) – est souvent investi pour améliorer les terres afin d'en accroître la productivité : terrasses en courbes de niveau et rizières de montagne en Asie et à Madagascar ; creusement de bassins de pisciculture ; agroforesterie... Quant au capital social, il se forge à partir des relations de parenté ou de proximité, dans le cadre d'organisations formelles et informelles créées pour répondre à des besoins dépassant les capacités des exploitations. Sa construction et son entretien reposent sur des investissements en temps et sont contraints par la précarité des conditions de vie.

> Agir sur la qualité et la disponibilité du travail, réduire la pénibilité.

L'investissement des agriculteurs dans leurs exploitations et dans leurs organisations est favorisé par des investissements publics répondant aux besoins locaux. Les politiques doivent donc viser en priorité à renforcer la qualité et la disponibilité du capital humain et du capital social, en réduisant le poids des dépenses pesant sur le budget des familles et le temps consacré à certaines fonctions domestiques : accès à l'eau potable et à l'énergie (collecte du bois de chauffe ou de cuisine) ; assainissement ; soins de santé ; éducation... Autant de domaines d'investissements publics, de dépenses en biens publics, qui peuvent être considérés comme des soutiens à la capacité d'investissement privé et collectif des familles, soutiens d'autant plus cruciaux que les revenus monétaires sont faibles. En particulier, la pénibilité du travail agricole invite à fournir des réponses adaptées aux besoins des petites exploitations, sans nécessairement encourager l'agrandissement.

> Sécuriser les économies précaires pour améliorer l'alimentation et approvisionner les marchés locaux.

Ainsi, Sewa (Self Employed Women's Association) en Inde crée des groupes formels d'entraide (*self-help groups*) combinant soutiens aux activités individuelles productives et appui à la résolution collective des contraintes dans la sphère domestique. Cette organisation, qui relève d'initiatives locales, est structurée à différentes échelles dans les États de la Fédération indienne et bénéficie de nombreux programmes publics.

Intervenir sur l'autoproduction...

Le caractère familial permet aussi de mettre l'accent sur la composante non marchande des systèmes productifs pour l'alimentation de la famille et pour les échanges fondés sur la réciprocité. Le recours aux marchés de produits agricoles et alimentaires reste certes stratégique dans des économies monétarisées dans leur majorité. Toutefois, la capacité à développer et améliorer les productions à destination de la famille ne peut pas être négligée, notamment dans un contexte de volatilité des prix des denrées alimentaires (à la vente comme à l'achat en période de soudure), sensible surtout sur les marchés nationaux. En effet, les productions non marchandes sont stratégiques pour stabiliser l'économie des familles agricoles et rurales et renforcer les liens sociaux, donc la résilience. Non seulement l'autoproduction de tout ou partie de la consommation familiale réduit la dépendance aux marchés et améliore la qualité de la diète, mais elle sécurise les stratégies d'insertion marchande. Réduire ces productions à des attitudes passéistes voire arriérées revient à se priver d'options de politiques pour renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les filets de sécurité économiques et sociaux.

Des expériences comme le programme public ProHuerta en Argentine montrent qu'il est possible de soutenir l'autoproduction des agriculteurs et de promouvoir le développement de jardins familiaux dans les villes. Sécuriser des économies domestiques précaires permet d'une part d'accroître la production et donc d'améliorer l'alimentation de la famille, en quantité et en qualité, et d'autre part d'approvisionner les marchés locaux avec les surplus éventuels. Et, en limitant la dépense monétaire pour la consommation alimentaire, la famille dégage des ressources pour investir soit dans des activités nouvelles soit pour améliorer ses conditions d'existence et de production.

... et sur les marchés

Pour les agricultures familiales, souvent en situation de précarité, les productions marchandes et la connexion aux marchés peuvent être une voie de sortie de la pauvreté, sous réserve d'accroître la part de valeur ajoutée qui reste sur l'exploitation. Les investissements dans la production seront d'autant mieux valorisés qu'ils seront complétés par des investissements dans la transformation ou la conservation. La valeur ajoutée sera ainsi accrue, et des emplois familiaux mieux rémunérés seront créés.

Quelques mots sur...

Pierre-Marie BOSC
est agro-économiste au sein de l'UMR Moisa (Marchés, organisations, institutions et stratégies d'acteurs, <http://umr-moisa.cirad.fr/>).

Depuis les années 1990, ses travaux de recherche portent sur les processus d'innovation, les organisations paysannes et rurales et les transformations des agricultures familiales face aux agricultures de firme. Il est ainsi à l'origine du World Agriculture Watch (Observatoire des agricultures du monde).

pierre-marie.bosc@cirad.fr

tions et de la croissance des inégalités qu'elle a générées ; d'autant qu'elle ne permettrait pas de relever le défi de l'emploi des jeunes auquel l'agriculture africaine est confrontée.

Pourtant, les décideurs peinent à concevoir une agriculture reposant sur de petites exploitations familiales. Ils ignorent ses capacités, pourtant à l'origine de succès agricoles sur les marchés d'exportation comme sur les marchés intérieurs, et ne prennent pas en considération le caractère massif du nombre de petites exploitations familiales et l'importance stratégique de leurs productions marchandes et non marchandes.

Un changement d'optique est donc nécessaire pour rompre avec les politiques passées, qui ont favorisé la croissance et la concentration des structures productives au détriment de la diversité, de l'emploi agricole rural, de la réduction des inégalités, de la répartition des activités de

transformation agroalimentaire sur les territoires. Pour ce faire, les décideurs doivent considérer que l'investissement dans les biens publics (eau potable, électricité, santé, assainissement, éducation...), incluant notamment la protection sociale ainsi que le développement des productions pour la consommation domestique, favorise la sécurité alimentaire et sécurise l'insertion dans les marchés en réduisant les risques. En contribuant à desserrer les contraintes sur les budgets familiaux, ces investissements rendent possibles les investissements, individuels et collectifs.

La petite agriculture familiale se situe au cœur du défi que constitue la fabrication de nouveaux modèles agricoles diversifiés et durables, qu'il est nécessaire de repositionner dans des territoires à co-construire avec d'autres activités. Un enjeu économique et social tant pour les politiques publiques que pour la recherche. <

Ce *Perspective* est une lecture du rapport « Investing in smallholder agriculture for food security » (Investir dans l'agriculture des petits exploitants pour la sécurité alimentaire), du Panel d'experts de haut niveau du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. L'équipe qui a préparé le rapport était constituée de Julio Berdegué, Mamadou Goïta, Jan Douwe van der Ploeg, Kae Sekine, Linxiu Zhang, outre Pierre-Marie Bosc, son coordonnateur. Le rapport a été discuté lors de la 40^e session du Comité à la FAO, en octobre 2013.

HLPE, 2013. « Investing in smallholder agriculture for food security ». Report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition. Rome, CFS-HLPE, 112 p. <http://www.fao.org/3/a-i2953e.pdf>

D'autres publications de l'auteur et de ses collègues de l'équipe Agricultures familiales apportent un éclairage sur la question traitée :

Bélières J.-F., Bonnal P., Bosc P.-M., Losch B., Marzin J. & Sourisseau J.-M., 2014. *Les agricultures familiales du monde : définitions, contributions et politiques publiques*. Paris, AFD, À savoir, AFD, 195 p.

Bosc P.-M., Marzin J., Bélières J.-F., Sourisseau J.-M., Bonnal P., Losch B., Pedelahore P. & Parrot L., 2014. Définir, caractériser et mesurer les agricultures familiales. In Sourisseau J.-M. (éd.). *Agricultures familiales et mondes à venir*. Versailles, Ed. Quae, p. 43-60.

Bosc P.-M., Sourisseau J.-M., Bonnal P., Gasse-lin P., Valette É., Bélières J.-F. (coord.), 2015. *Diversité des agricultures familiales de par le monde. Exister, se transformer, devenir*. Collection Nature et société, Éditions Quae, 384 p.



LA RECHERCHE AGRONOMIQUE
POUR LE DÉVELOPPEMENT

42, rue Scheffer
75116 Paris . France

perspective

Directeur de la publication :
Patrick Caron, directeur général
délégué à la recherche
et à la stratégie

Coordination : Corinne Cohen,
délégation à l'information
scientifique et technique

Conception graphique/réalisation :
Patricia Doucet,
délégation à la communication
Diffusion : Christiane Jacquet,
délégation à la communication
Courriel : perspective@cirad.fr

[www.cirad.fr/publications-ressources/
edition/perspective-policy-brief](http://www.cirad.fr/publications-ressources/edition/perspective-policy-brief)

EN SAVOIR PLUS

Berdegué J. A., Bebbington A. and Escobal J., 2015. Conceptualizing Spatial Diversity in Latin American Rural Development: Structures, Institutions, and Coalitions. World Development, forthcoming.

HLPE, 2012. La protection sociale pour la sécurité alimentaire. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Rome, CSA / HLPE, 102 p.

de Janvry A. & Sadoulet E., 2011. Subsistence farming as a safety net for food-price shocks. *Development in Practice*, 21 (4-5): 472-480. doi:<http://dx.doi.org/10.1080/09614524.2011.561292>

Kurien V., 2007. India's Milk Revolution. Investing in Rural Producer Organizations. In *Ending Poverty in South Asia.*

Ideas That Work. Narayan, D. & Glinskaya, E. Ed., Washington D.C., World Bank, p. 37-67.

Losch B., 2012. Prévention des crises en Afrique subsaharienne. Relever le défi de l'emploi : l'agriculture au centre. *Perspective* n° 19. Cirad. 4 p. <http://www.cirad.fr/publications-ressources/science-pour-tous/%28page%29/3/%28type%29/perspective-policy-brief>

Ploeg J. D. v. d., 2014. Les paysans du XXI^e siècle. Mouvements de repaysannisation dans l'Europe d'aujourd'hui. Editions Charles Léopold Mayer, 217 p.

Sekine K. & Hisano S., 2009. Agribusiness Involvement in Local Agriculture as a 'White Knight'? A Case Study of Dole Japan's Fresh Vegetable Business. *International Journal of Sociology of Agriculture and Food*, 16 (2): 70-89.